

LA SOCIÉTÉ ET L'ÉTAT

■ Définir :

Il faut d'abord définir la société, soit comme un société naturelle (presque instinctive) ou alors non naturelle. En effet, des arguments peuvent être présent dans les deux camps. **La société est-elle quelque chose de naturel ou bien n'est-elle qu'une convention ?**

La réponse influera sur le rôle de l'Etat qui aura soit une société déjà crée et cohérente, soit non. Dans le premier cas, l'Etat pourra s'occuper d'augmenter les libertés, de veiller au bonheur... Dans le deuxième cas, peut être devra-t-il seulement assurer la pérennité de la société. **L'Etat doit-il se soucier des moindres aspects de la vie de la société ou bien se contenter d'assurer la condition de possibilité du fonctionnement autonome de cette société ?**

L'autorité de l'Etat est double : elle est tout d'abord politique : détermination d'objectifs, de fin souhaitable mais aussi administrative au sens de l'application d'une réglementation. **L'Etat n'est-il plus que structure ou peut-il encore être en mouvement ?**

■ Développer :

I. La société

L'homme est-il naturellement sociable ?

a) La sociabilité naturelle

Aristote définit l'homme comme animal politique. Comme le dit Montaigne : « il n'est rien à quoi il semble que nature nous ait plus acheminé qu'à la société ».

Pour Platon, l'unité de la famille disparaît au profit d'une seule et même grande famille : l'Etat, avec le communisme des biens. La femme doit donc contribuer à l'Etat et pas à la famille, l'Etat sélectionne les reproducteurs et arrachent les enfants à leur parent.

Au contraire, pour MACHIAVEL, l'homme ne peut faire le bien que sous la nécessité et est naturellement méchant.

b) La sociabilité conventionnelle

A partir de ce précepte, le rôle du législateur est donc de constituer la société. Les analyse de HOBBS et LOCKE sont divergentes : HOBBS pense que l'égalité mène à la guerre (égalité de nuire par exemple) et LOCKE pense que c'est le contraire.

Malgré tout, quelque soit l'hypothèse, la société ne peut être crée spontanément.

La notion de contrat s'impose : les lois par exemple. L'homme réduit sa liberté contre sa sécurité.

On peut alors soupçonner la nature de rendre insupportable les inconvénients de l'Etat de nature afin de rendre obligatoire la socialisation de l'homme.

c) La société civile

La théorie Platonicienne avec les enfants et les femmes rend indissociable le privé et le public. Dans la Cité, ou dans l'Etat, le singulier fait-il obstacle à l'universel ? La société civile peut être comprise comme une médiation entre la famille et l'Etat. Le système comprend donc la virtualité de l'universel sans l'être encore par lui-même.

Donc, il n'y a pas de contradiction entre la société civile (sphère du privé) et l'Etat, sphère du public.

Si l'Etat veut l'universalité, alors il va tendre à intégrer la société civile en son sein car la société civile est perçue comme un danger pour l'universalité. C'est exactement la devise de l'Etat totalitaire, donc l'exemple du communisme platonicien est peut être le premier du genre. Mais on oublie alors une chose essentielle : si tout était unique, nul n'aurait besoin d'un état.

II. L'Etat

a) La légitimité de l'Etat.

Si l'on considère l'Etat comme l'addition de volontés individuelles, il y a un risque de soumission de celui-ci. HEGEL pense alors que si l'on confond l'Etat avec la société civile et si on le destine à la sécurité et à la protection, l'intérêt des individus est le but suprême du pourquoi ils se sont réunis, donc, ils ne sont pas obligés de faire partie d'un état.

L'essentialisme affirme que l'Etat est ce qu'il est, ou, la réalité effective de l'idée morale. L'Etat transcende les volontés, individuelles ou collectives.

Le contrat est alors une solution : la légitimité devient alors immanente aux co-contractants. Ce n'est plus une idée mais les règles des co-contractants qui légitiment l'Etat. Mais une fois franchies, que ce passe-t-il ? Si on ne peut pas les franchir, alors, il en résulte une perpétuelle transcendance. Si oui, alors le régime est à la merci des citoyens.

La volonté générale suffit-elle à donner par elle-même à l'Etat sa dimension universelle ? Attention à ne pas confondre universel et général. Rousseau entend une volonté universelle comme une volonté qui transcende l'individu, par opposition à une accumulation de volontés individuelles. Pour faire le bonheur de tous, faut-il faire le bonheur de personne ?

b) L'ambition de l'Etat

Le bonheur individuel ne relève pas forcément du rôle de l'Etat. L'Etat peut vouloir être minimal : le libéralisme. On centre la liberté individuelle. L'Etat se charge seulement de garantir les possibilités de cette liberté. Lire paragraphe deux.

c) L'Etat hybride

Lorsqu'il s'agit de protéger ou de promouvoir une fin, l'Etat peut-il recourir à la force ? L'usage de la force devient-il légitime du moment que c'est l'Etat qui l'emploie au nom du droit ? S'il y a une force au droit ou un droit de la force, la violence se définit précisément comme l'au-delà de ce seuil. Il y a apparition d'un paradoxe : l'Etat recourt à la force pour protéger la liberté, mais il la viole en même temps.

III. La démocratie en question

Quel régime articule le mieux possible Etat et société ? Est-ce vraiment la démocratie libérale ?

a) La question du meilleur régime

Platon place les régimes dans cet ordre décroissant : timocratie (honneur), oligarchie (argent), démocratie (peuple), tyrannie (gouvernement violent d'un seul). Mais la timocratie dégénère par excès de force, l'oligarchie par l'amour de l'argent, la démocratie, par excès de liberté. La liberté qui est le socle de la démocratie la menace rapidement d'anarchie.

b) République et démocratie

Rousseau souligne qu'il y a plusieurs degrés de démocraties : cela va de tout un peuple à la moitié d'un peuple. La démocratie ne manque pas d'inconvénient : la soumission des volontés particulières à la volonté générale, suffrage majoritaire, tout idée émanant d'une majorité est bonne.

Une des limites est que la majorité a forcément raison et la minorité forcément tort alors que cela peut être inversé. KANT pense que la démocratie est également mauvaise dans le sens où elle peut se contredire. HAYEK dénonce une démocratie de marchandage, où, pour garder la pérennité de la démocratie, on crée une majorité.

c) Démocratie

L'idéal et la réalité de la démocratie ne coïncident plus. L'idéal peut être négatif en ce sens qu'il est considéré comme une sauvegarde contre la tyrannie.